

VUES DU FRONT : AU-DELÀ DE 2015

*Recommandations pour un cadre de réduction des risques
de catastrophe post-2015 afin de renforcer la résilience des
collectivités face à tous les aléas.*



Réseau mondial
d'organisations de la société civile
pour la réduction des catastrophes

RÉALITÉ SUR LE FRONT

« Ce ne sont pas des questions marginales. Les conséquences des catastrophes sur la population mondiale sont énormes et la situation est pire pour les plus pauvres. »

RMRC VdF 2013

La réduction des risques de catastrophe doit commencer par la compréhension de ce qu'est la réalité pour la majorité des populations les plus touchées par les catastrophes. Voici ce qu'elle est pour les populations vivant sur le « front des catastrophes » :

- **Au cours des vingt dernières années, les catastrophes naturelles ont touché 64% de la population mondiale (ONU/SIPC)**
- **Les pertes économiques associées aux catastrophes continuent de croître chaque année dans toutes les régions (EM-DAT)**
- **95% des personnes mortes dans les catastrophes habitaient dans les pays en développement (GIEC)**
- **Les femmes, les enfants et les personnes âgées souffrent de manière disproportionnée des pertes dues aux catastrophes (ONU/SIPC)**
- **Plus de 50% des personnes touchées par les « catastrophes naturelles » vivent dans des pays fragiles et touchés par des conflits (Safer World)**
- **Les conflits, l'insécurité et la fragilité affectent un habitant sur quatre de la planète (Banque mondiale)**
- **La majorité des pertes dues aux catastrophes est due aux catastrophes récurrentes de petite échelle, principalement associées aux aléas météorologiques (ONU/SIPC – RMRC VdF)**
- **Il y a un écart constant entre les politiques nationales de RRC et les pratiques à l'échelon local (RMRC VdF 2009 / 2011 / 2013)**

Les pertes cumulées dues aux « catastrophes ordinaires » récurrentes de petite échelle constituent la majorité des pertes dues aux catastrophes localisées. D'une manière générale, on n'en parle pas, elles ne sont pas assurées, elles n'attirent pas l'attention des gouvernements nationaux ni ne débloquent d'assistance financière extérieure. En réalité, la majorité des personnes les plus touchées par les catastrophes supportent le coût de risques multiples et corrélés dans un environnement complexe, incertain, appauvri et qui change rapidement. La pression sur les moyens de subsistance, la santé et le bien-être est accrue par des facteurs comme la criminalité, la violence, l'insécurité, la corruption et les manquements gouvernementaux, l'extrême volatilité des prix et la disparité des revenus, le changement climatique et la mauvaise gestion de l'environnement. Les collectivités touchées n'ont guère d'autre choix que d'assumer les principales responsabilités pour la sécurité et la protection de leur vie, leurs moyens de subsistance et leurs biens. Le problème est plus aigu dans les États fragiles et défaillants caractérisés par des institutions publiques faibles, exclusives et dysfonctionnelles.

Un cadre mondial de réduction des risques de catastrophe doit être en adéquation avec les populations et les collectivités les plus touchées par les catastrophes et doit reposer sur les défis rencontrés par les populations vulnérables. Comprendre comment les foyers ayant de bas revenus gèrent les aléas de tout genre, dans un environnement complexe, incertain et fragile, aide à repérer les voies du renforcement de la résilience communautaire.

GNDR ET VdF

Le Réseau mondial d'organisations de la société civile pour la réduction des catastrophes (RMRC) a été fondé en 2007 avec la conviction que la société civile aurait un plus grand impact dans le renforcement de la résilience des populations vulnérables si toutes ses organisations travaillaient ensemble.

En 2008, le RMRC a lancé le programme révolutionnaire Vues du front (VdF) : programme participatif de suivi, conçu pour renforcer la reddition publique de comptes pour les politiques de réduction des risques de catastrophe, en fournissant un aperçu indépendant des progrès en matière de mise en œuvre du CAH à l'échelon local. VdF regroupe une large section transversale de perspectives émanant des collectivités touchées, des autorités locales et des organisations de la société civile, là où les catastrophes frappent le plus. Le programme biennal place sous les projecteurs les défis en matière de réduction des risques de catastrophe que les parties prenantes locales considèrent comme les plus critiques pour renforcer la résilience communautaire.

Ce court rapport, *Vues du front : au-delà de 2015*, réunit les thèmes et les recommandations émergeant des trois tours de Vues du front (2009, 2011, 2013) du RMRC. Les enquêtes révèlent des tendances et des écarts persistants en matière de renforcement de la résilience communautaire. L'enquête 2013 a réuni les expériences de 21 500 personnes locales, interrogées dans 57 pays à revenu faible et moyen. S'appuyant sur une large base de preuve provenant des enquêtes locales VdF, d'études de cas, de dialogues en ligne, et de consultations nationales, régionales et mondiales, les 450 organisations membres du RMRC ont apporté leur contribution à ces résultats. Ce qui en sort est un ensemble de recommandations pour soutenir le travail en cours aux échelons national, régional et international, visant à mettre au point un cadre de réduction des risques de catastrophe post-2015.

Pour approfondir, allez sur www.globalnetwork-dr.org

AU-DELÀ DE 2015

Le Cadre d'Action de Hyogo 2005-2015 (CAH) constitue un important point de référence pour la coopération internationale et sert à accroître la sensibilité et la compréhension de la réduction des risques de catastrophe à tous les échelons : international, régional et national.

Cependant, huit ans après sa formulation, la réalité des populations sur le front reste sombre. VdF 2013 constate que 57% des personnes interrogées disent que les pertes dues aux catastrophes sont encore en *augmentation*. Chez les groupes les plus pauvres, ce chiffre s'élève à 68%.

Avec plus d'un milliard de personnes vivant dans la pauvreté urbaine (UNHABITAT) et 43% de la population mondiale vivant avec moins de 2 dollars américains par jour (Banque mondiale), ces résultats reflètent la réalité de millions de personnes. Le suivi du CAH de l'ONU/SIPC ne constate qu'un très léger changement dans la performance de 4,5%, sur toute la période de six années de suivi (voir Graphique 1¹). À ce taux, d'ici 2015, le suivi rapportera « l'engagement institutionnel est atteint, mais les réalisations ne sont ni complètes ni sensibles ».

De nouvelles mesures sont nécessaires. L'écart entre politiques et pratique doit être comblé plus rapidement. Élaborer et mettre en œuvre un cadre au-delà de 2015 est une tâche critique pour la majorité des populations qui sont les plus touchées par les catastrophes.

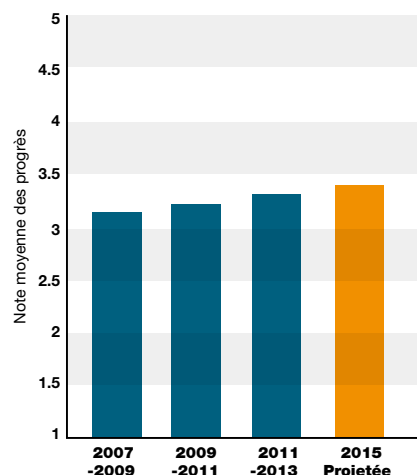
VdF établit que tirer les leçons des réalités sur le front est un élément clé pour réaliser un changement effectif. Les collectivités en danger n'ont guère d'autre choix que d'assumer la responsabilité principale pour s'attaquer aux chocs et stress multiples. Par l'auto-organisation, l'apprentissage par la pratique, des partenariats et la participation – autrement dit, quelques-uns des principes clés du renforcement de la résilience communautaire – elles répondent de façon holistique, souple et répétée aux défis qui changent constamment. Ces approches simples et pratiques sont centrées sur la population, en s'appuyant sur les forces et capacités innées des individus, leur collectivité et les institutions locales. La résilience communautaire est la pierre angulaire et le fondement d'une résilience nationale. Ses principes et valeurs sous-jacents fournissent le fondement d'un cadre pouvant être adopté dans la société plus large pour accroître les actions de renforcement de la résilience locale en soutien à la résilience nationale.

Vues du front : au-delà de 2015 relève et étudie les facteurs qui peuvent renforcer les collectivités qui sont résilientes aux aléas de tout type : social, économique, technologique et naturel. Le RMRC donne cinq recommandations à tous ceux qui ont un rôle à jouer pour façonner un cadre de réduction des risques de catastrophe pour 2015 et au-delà :

- 1. Reconnaître l'impact des catastrophes ordinaires sur la vie, les moyens de subsistance et les biens**
- 2. Donner la priorité aux populations les plus pauvres, vulnérables et marginalisées**
- 3. Lutter contre les causes profondes de la vulnérabilité aux catastrophes**
- 4. Mobiliser l'engagement politique en se concentrant sur les droits, les responsabilités et la reddition de comptes**
- 5. Promouvoir les partenariats et la participation publique**

« 57% des personnes interrogées disent que les pertes sont en augmentation. »

RMRC VdF 2013



Graphique 1: ONU/SIPC, Mécanisme de suivi du CAH

¹ ONU/SIPC « Rapport de synthèse à partir des consultations sur un cadre post-2015 de réduction des risques de catastrophe », avril 2013. Les chiffres sont des agrégats ou des moyennes à partir de chiffres présentés. Il est à noter que la présentation faite par le rapport de l'ONU/SIPC utilise un axe vertical extrêmement étendu pour rendre les différences plus nettes. Le chiffre de 4,5% repose sur l'échelle de 1 à 5 utilisée par le suivi, qui constate un changement sur la période de 2,14 à 3,32. La projection de 3,377 pour 2015 repose sur le taux moyen de progrès jusqu'à aujourd'hui.



Réseau mondial
d'organisations de la société civile
pour la réduction des catastrophes

Au-delà de 2015 :

THÈMES ET RECOMMANDATIONS

pour un cadre de RRC post-2015

Un cadre de réduction des risques de catastrophe post 2015 doit renforcer la résilience des populations et de leurs collectivités afin d'absorber les chocs et stress de toute nature et de s'y adapter, qu'ils soient intérieurs ou extérieurs, à court ou à long terme, naturels ou d'origine humaine, à déclenchement rapide ou lent, économiques, sociaux, environnementaux ou géopolitiques. La résilience communautaire, c'est-à-dire la capacité des populations vulnérables et de leurs collectivités à protéger et améliorer leur vie, leurs moyens de subsistance et leurs biens quand ils sont soumis aux aléas de tout genre (naturels et d'origine humaine), est la pierre angulaire et le fondement de la résilience nationale. Le but ultime d'un cadre de réduction des risques de catastrophe post-2015 doit être : « des communautés résilientes face à tous les aléas ».

À partir du programme VdF et de la très large consultation avec la société civile dans le monde entier, cinq thèmes centraux, résultant des recommandations et des idées pratiques ont été relevés pour soutenir le travail en cours sur l'élaboration d'un cadre post-2015 :

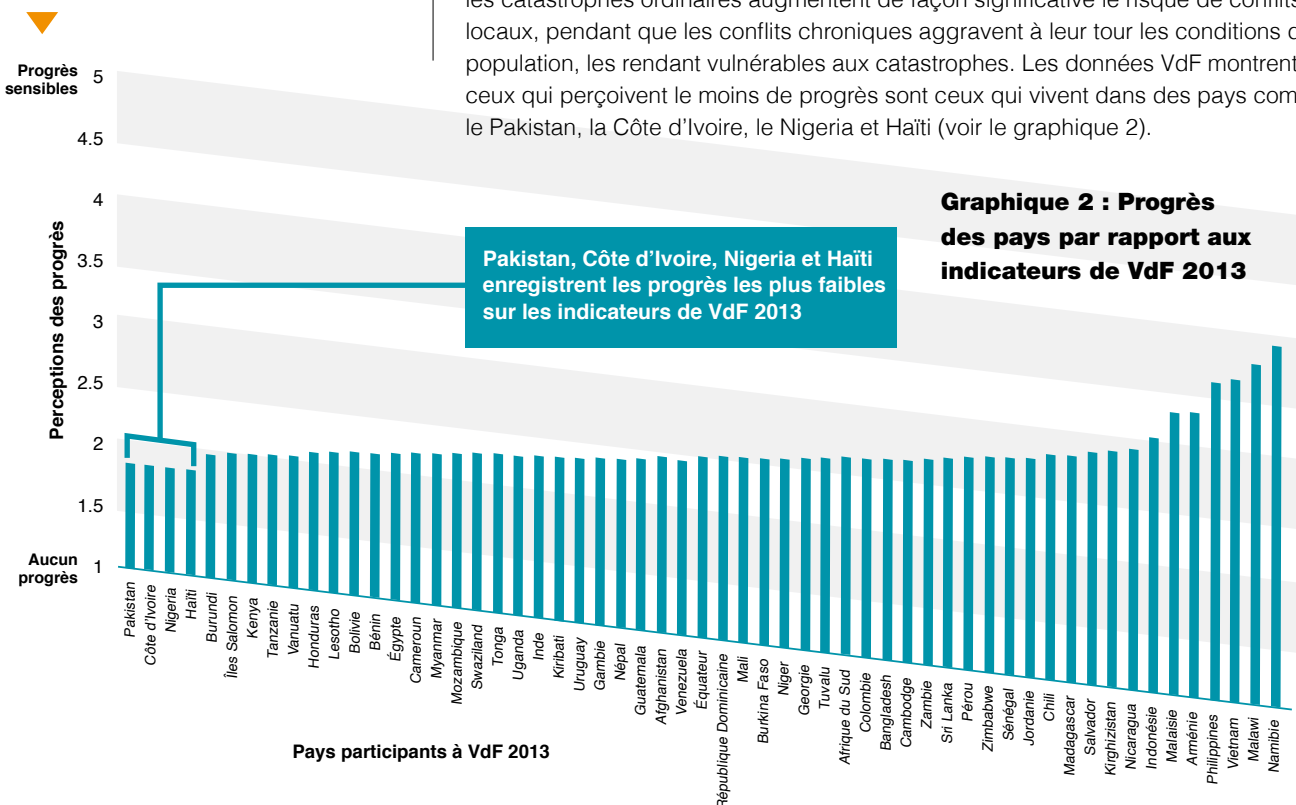
1 Reconnaître l'impact des catastrophes ordinaires sur la vie, les moyens de subsistance et les biens

Les collectivités locales sont touchées par un large éventail de risques, y compris les inondations saisonnières, glissements de terrain, sécheresses, nuisibles, incendies, pénurie alimentaire, prix fluctuants, droits fonciers précaires, criminalité, corruption et conflits. Le changement climatique augmente la fréquence et l'intensité des catastrophes liées à la météorologie, en ajoutant une nouvelle couche de complexité à la vulnérabilité existante de la population et aux défis du développement. Les catastrophes se produisent de plus en plus dans des contextes de conflits ou d'instabilité politique chronique. Les récits en provenance du front révèlent que les catastrophes ordinaires augmentent de façon significative le risque de conflits locaux, pendant que les conflits chroniques aggravent à leur tour les conditions de la population, les rendant vulnérables aux catastrophes. Les données VdF montrent que ceux qui perçoivent le moins de progrès sont ceux qui vivent dans des pays comme le Pakistan, la Côte d'Ivoire, le Nigeria et Haïti (voir le graphique 2).

« Un échantillon de 56 pays à revenu faible ou moyen fait ressortir que 90% des dommages aux routes, énergies, alimentation en eau et télécommunications sont associés à des risques extensifs. »

ONU/SIPC GAR 2013

Les personnes ayant répondu à VdF 2013 disent que les « catastrophes ordinaires » récurrentes de petite échelle, ainsi que les conflits, sont les risques les plus habituels qui affectent leurs biens et leurs moyens de subsistance. Dans des environnements complexes, les stratégies de réduction des risques ne peuvent traiter les types particuliers de risques indépendamment les uns des autres ; elles doivent être holistiques pour pouvoir refléter de façon adéquate les réalités locales.



CATASTROPHES « ORDINAIRES » NÉGLIGÉES EN HAÏTI

Ces dernières années, l'héritage des tempêtes et ouragans a eu pour conséquence une existence très fragile pour les collectivités partout en Haïti, et plus particulièrement pour la commune de Fayette à 30km de Port-au-Prince. Une collectivité de 1 500 familles, soit plus de 10 000 personnes, vit dans cette zone, sur les rives de la rivière Monmanche.

Les tempêtes et ouragans répétés ont élargi le cours de la rivière qui a érodé ses rives.



Rivière Monmanche

Chaque année voit des maisons emportées par les eaux, des champs inondés, des récoltes et des terrains de pâture détruits. La saison sèche offre un bref répit, mais les collectivités locales préviennent : quand les pluies de printemps arriveront ou, pire encore, quand ce sera un nouvel ouragan, la rivière se transformera rapidement en un torrent impétueux emportant récoltes, animaux, maisons et habitants. Ils l'ont déjà vu. Et ils disent qu'ils en seront à nouveau témoins.

Des appels au soutien ont pourtant été lancés. Des visites ont été faites dans la zone, de la part des ONG et des responsables du gouvernement, mais l'action n'a pas suivi pour la commune de Fayette. Et pendant ce temps la rivière s'élargit, le problème ne fait que croître et la solution devient plus difficile et plus coûteuse.

Suite au verso



Les habitants du bidonville Dharavi à Mumbai, en Inde, sont confrontés aux catastrophes ordinaires provenant de la pollution, un mauvais assainissement, la maladie, les inondations et la criminalité.

« Pour le PNUD parvenir à la résilience implique un processus de transformation qui repose sur la force naturelle... de prévenir et d'atténuer les effets des chocs quel qu'en soit le type – interne ou externe, naturel ou causé par l'homme, économique, lié à la santé, politique, ou social – et de tirer les leçons de leur expérience. »

(Helen Clark, PNUD, avril 2012).

Tandis qu'il y a eu une réduction notable des pertes humaines au cours des 23 dernières années, les pertes économiques poursuivent leur escalade. Les pertes cumulées, dues aux catastrophes ordinaires, restent virtuellement invisibles dans les ensembles de données sur les pertes dues aux catastrophes, ce qui tend à diriger l'attention sur les épisodes de catastrophes qui ont un vaste impact. Il s'ensuit que ces dernières déclenchent l'attention des médias et des gouvernements, ou attirent le soutien financier extérieur. Les coûts des catastrophes et des conflits localisés ont été supportés par les populations touchées qui dépendent majoritairement de leurs ressources propres pour lutter contre l'adversité. Des stratégies efficaces pour prévenir les catastrophes doivent reposer sur les réalités locales des populations vulnérables. Les politiques nationales fondées sur l'actuel CAH ne parviennent pas à traiter les catastrophes ordinaires dues à l'interaction de risques multiples. Des actions pratiques pour traiter les catastrophes récurrentes de petite échelle devraient être à la base de la conception d'un cadre de GRC post-2015. La situation en Haïti illustre l'effet abrasif des catastrophes « ordinaires », qui sont souvent passées sous silence (voir l'encadré à gauche).

IDÉES PRATIQUES :

- Introduire un fort centrage sur les « catastrophes ordinaires » récurrentes de petite échelle et de tout genre (p.ex. naturelles et causées par l'homme, comme les conflits)
- Adopter un cadre holistique de RRC qui reflète la nature multidimensionnelle et interdépendante des risques ayant des conséquences sur la vie et les moyens de subsistance des populations vulnérables
- Renforcer les bases de données nationales, en y introduisant la possibilité d'enregistrer systématiquement les catastrophes récurrentes de petite échelle dans les pays à revenus faibles

Suite de la page précédente



Adolphe Hérosiaste

Faisant une pause dans son bain du soir dans la rivière, Adolphe Hérosiaste, père de deux enfants, soupire : « L'année dernière a dépassé tout ce qu'on connaissait. La rivière a traversé tout notre village. Des personnes se sont noyées. Des animaux ont été emportés. Nos champs et nos maisons ont été inondés et nous avons perdu nos récoltes. Quelques familles ont déménagé plus haut sur le flanc des collines, mais faire pousser des récoltes y est beaucoup plus difficile. D'autres personnes ont déménagé dans les villes voisines. Mais nous voulons rester ici. Ici c'est chez nous. C'est la seule terre que nous possédons. »

Les dommages causés aux ponts et aux routes par ces inondations empêchent les enfants d'aller à l'école et les fermiers d'apporter leurs récoltes aux marchés.

Alors que des méga-catastrophes comme le séisme de 2010 font la une, c'est l'assaut régulier et abrasif des catastrophes ordinaires qui empêche des communes comme Fayette d'aller de l'avant.

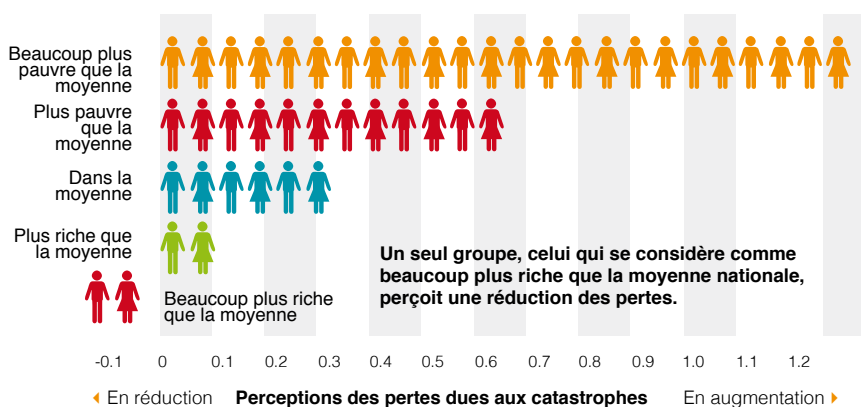
« VdF montre que plus vous êtes pauvre, pire c'est. Seuls les groupes les plus riches parmi ceux étudiés dans l'enquête ont fait mention d'une réduction des pertes »

RMRC VdF 2013

2 Donner la priorité aux populations les plus pauvres, vulnérables et marginalisées

Les catastrophes touchent toutes les sociétés dans tous les pays, que leurs revenus soient élevés, moyens ou faibles, mais elles affectent de façon disproportionnée les pays les plus pauvres dont la gouvernance est plus faible et plus particulièrement les groupes démographiques qui sont marginalisés, exclus ou non protégés par la société. VdF 2013 constate un contraste frappant entre les expériences des divers groupes économiques confrontés de façon prédominante aux catastrophes récurrentes de petite échelle. Plus on est pauvre plus grandes sont les pertes subies et moins on est capable de faire face à l'adversité (voir le graphique 3). Les informations concernant les catastrophes devraient être ventilées selon le statut économique et social avec pour but d'élaborer des stratégies de RRC qui soient adéquates et appropriées pour les groupes sociaux les plus marginalisés, désavantagés et exclus.

Graphique 3 : Ce que disent les différents groupes sur l'augmentation ou la diminution des pertes



Dans le contexte des catastrophes ordinaires et des conflits, les histoires de la population locale parlent principalement de réseaux sociaux, de quête de justice, de survie, de la difficulté à pousser à leurs limites les conventions dominantes en matière des rôles féminins et masculins, et de comment amener les autorités à respecter les droits des individus. Bien que les populations n'utilisent pas la notion de « vulnérabilité » pour décrire leur situation, elles ressentent les stress et parlent de « risques ». Bien que les populations aient différentes options pour traiter les risques, leurs stratégies de survie et d'adaptation sont culturellement intégrées dans les relations sociales et le dispositif institutionnel local. Les gens se soumettent à ce dispositif institutionnel, s'y adaptent, contestent les règlements ou les contournent. Même si le contexte institutionnel formel est faible, les gens créent de nouvelles règles, adaptent les traditions, modifient l'ordre des relations de pouvoir et changent les arrangements institutionnels locaux. Les gens ne sont ni passifs ni démunis, ce sont au contraire des participants actifs qui utilisent leurs connaissances pour trouver des solutions appropriées aux risques. Dans la gouvernance locale des risques, une meilleure prise en compte de leurs idées, énergie et rôle actif améliorerait énormément les progrès.

IDÉES PRATIQUES :

- Concevoir des stratégies politiques de RRC qui reflètent les vulnérabilités différentielles entre les différents pays et groupes sociaux, et qui soient adéquates pour les groupes sociaux les plus marginalisés et exclus (p.ex. femmes, enfants, jeunes, personnes déplacées et personnes ayant un handicap)
- Ventiler les informations concernant les catastrophes selon le statut économique et social afin d'obtenir l'image réelle des réalités locales
- Reconnaître, dans la gouvernance locale des risques, le rôle actif et les contributions en matière de connaissance des populations les plus menacées et marginalisées

3 Lutter contre les causes profondes de la vulnérabilité aux catastrophes

Les causes profondes de la vulnérabilité des populations face aux catastrophes se trouvent dans les structures et normes mondiales dans le domaine politique, social et économique. Citons par exemple : la faiblesse des plans d'utilisation des sols et des codes de construction, l'insuffisance des ressources financières et de l'expertise en RRC aux niveaux inférieurs du gouvernement, l'insuffisance des politiques en matière de changement climatique, l'absence de système national de protection sociale ou de filets de sécurité sociaux, l'endettement, la délocalisation forcée et les confiscations de terres, la corruption et la discrimination vis-à-vis de groupes minoritaires, et la dépendance de l'aide. Les catastrophes peuvent être considérées comme le produit cumulé d'un ensemble de décisions politiques sur une longue période de temps. Pour inverser ces structures et décisions, il faudra beaucoup plus que le travail de RRC de base communautaire pour faire que la vie et les moyens de subsistance de la population soient résilients aux catastrophes et aux conflits.

La difficulté de traiter les facteurs profonds de risques inscrits dans les différents secteurs de développement explique pourquoi les pertes et retombées des catastrophes continuent d'augmenter. En définitive, le succès d'un cadre post-2015 dépendra de son efficacité à lutter contre les causes profondes des risques. Renforcer la résilience des populations est un processus de changement social dynamique qui exige la transformation du pouvoir structurel et des déséquilibres de représentation entre les différents groupes sociaux, économiques et démographiques. Par exemple, les femmes et les filles sont touchées de façon disproportionnée par les catastrophes, en partie en raison des inégalités structurelles quant à qui détient l'autorité en matière de prise de décisions et quant aux possibilités d'occuper des positions de responsabilité dans les foyers et les collectivités. VdF 2011 montrait que la gouvernance locale des risques – comprise comme un partenariat entre un État inclusif, responsable et réactif et les collectivités touchées – était essentielle pour y parvenir, mais révélait que les progrès étaient faibles sur tous les indicateurs de facteurs renforçant la gouvernance locale.

Pour que des cadres extérieurs aient un impact à l'échelon local, il est également indispensable de forger des liens stratégiques avec d'autres cadres de développement post-2015 comme les Objectifs du Millénaire pour le Développement, les Objectifs de Développement Durable, le changement climatique, l'éradication de la pauvreté et la transformation des conflits afin de parvenir à davantage de synergies et de cohérence politique et, par là, à un décloisonnement des politiques. Les politiques fragmentées, les doublons institutionnels et les chevauchements de compétences conduisent à un faible retour sur investissement pour les gouvernements nationaux et les donateurs institutionnels. Des approches holistiques systémiques sont indispensables, parce que beaucoup de facteurs de risques sont interdépendants et nécessitent un équilibre entre les besoins humains et la durabilité de l'environnement pour les générations actuelles et futures. Les collectivités locales accueillent les approches qui associent la réduction structurelle des risques de catastrophe au renforcement des moyens de subsistance et à la préparation aux catastrophes.

IDÉES PRATIQUES :

- **Renforcer la gouvernance locale des risques et soutenir les processus efficaces de changement social afin de lutter contre les inégalités structurelles et les déséquilibres de pouvoir, entre les groupes sociaux, économiques et démographiques, qui alimentent la vulnérabilité différentielle**
- **Forger des liens stratégiques avec les autres cadres de développement post-2015, comme les ODD, les OMD, le changement climatique, l'éradication de la pauvreté et la transformation des conflits, afin de parvenir à une plus grande cohérence politique**
- **Promouvoir des cadres de développement durable reposant sur la résilience, qui facilitent les programmes intégrés et soutiennent les politiques qui équilibrent les besoins humains et la gestion de l'environnement pour garantir une durabilité intergénérationnelle**

« Les progrès accomplis à ce jour pour répondre à la priorité 1 du CAH, concernant les causes profondes des catastrophes... seraient très limités. »

ONU/SIPC Examen à mi-parcours 2010-11



Les causes profondes de la vulnérabilité des populations face aux catastrophes se trouvent dans les structures et normes mondiales et nationales dans le domaine politique, social et économique.

« Les études de cas de VdF montrent que la participation de tous les acteurs est la clé du progrès en matière de réduction des pertes »

VdF 2013

« Les études montrent que les bases de données sous-déclarent les catastrophes "ordinaires" jusqu'à 400%. Le suivi à l'échelon local des catastrophes ordinaires est indispensable. »

RMRC VdF 2013



Samaka, Cambodge : une réunion communautaire débat des progrès en matière de RCC

4 Mobiliser l'engagement politique en se concentrant sur les droits, les responsabilités et la reddition de comptes

Les catastrophes sont des épisodes auxquels doivent répondre les systèmes politiques. La façon dont les gouvernements gèrent les risques de catastrophes, y répondent et expliquent les catastrophes, influe sur leurs interactions et leurs relations avec leurs citoyens. Pour une proportion importante de la population mondiale qui vit dans la pauvreté, dans des zones fragiles et dangereuses, les cadres actuels de RCC ne fonctionnent pas. À l'échelon local, les gouvernements ne possèdent ni la capacité ni les ressources nécessaires pour veiller à la sécurité et à la protection de la population et de ses biens, ce qui a pour conséquence des pertes plus grandes. À l'échelon national, au cours de la dernière décennie, moins de 1 pour cent de l'aide au développement a été utilisée pour la RCC (Kellett & Sparks). VdF a constaté, dans toutes ses enquêtes (2009, 2011 et 2013), que le manque de ressources et un facteur limitant important. C'est un indicateur clair du manque d'engagement politique, ce qui vient appuyer la logique poussant à adopter une approche axée sur les droits qui place les responsabilités et la reddition de comptes au cœur du cadre.

Une approche axée sur les droits implique le besoin de politiser à nouveau un cadre de réduction des risques de catastrophe post 2015. Elle nécessite une analyse de ce qui a conduit aux conditions vulnérables de marginalisation de la population, de ce que sont les droits et prérogatives de cette dernière et comment ceux-ci ont été bafoués, et comment participer aux processus politiques pour pouvoir accéder à ces droits et les revendiquer. Les mécanismes de reddition de comptes sont indispensables pour demander à ceux qui ont des obligations (individus ou institutions) de rendre compte avec clarté de leurs rôles, responsabilités et volonté d'inclusion dans les processus politiques. La société civile a un rôle important à jouer comme « surveillant critique des politiques », surveillant la performance du gouvernement par rapport à la législation existante internationale et interne, aux lois coutumières, aux normes de droits humains et aux politiques environnementales. Pour que ce suivi soit efficace, il est nécessaire que soient clairement formulés les normes, objectifs, cibles et indicateurs permettant de mesurer la performance de chaque acteur de RCC, ainsi que l'impact des catastrophes. Ils doivent en outre être accompagnés de mécanismes pour réparer ou remédier à leur non-respect.

IDÉES PRATIQUES :

- **Relier explicitement la protection de la vie, des moyens de subsistance et des biens de la population aux dispositions juridiques internationales et internes applicables, y compris les droits humains, la législation environnementale, les lois traditionnelles et coutumières**
- **Appliquer une approche reposant sur les droits qui transforme les normes de droits humains et les droits procéduraux en actions, et place au centre du cadre la relation entre la population en tant que détentrice de droits et les gouvernements en tant que principaux porteurs des obligations**
- **Fixer, pour la performance, des normes, cibles, valeurs de référence et indicateurs associés, qui soient adéquats pour mesurer les progrès des réalisations institutionnelles de RCC, à tous les échelons**
- **Instituer à tous les échelons, des mécanismes transparents de suivi et d'audit pour mesurer les progrès pour ce qui est d'atteindre les normes et objectifs, et de faire le bilan de ces progrès de façon impartiale**
- **Instituer des procédures de plaintes et doléances accessibles au public en général pour recours et réparation**
- **Mettre en œuvre des systèmes publics d'information et de communication pour améliorer l'accès public aux informations de gestion des risques de catastrophe.**

5 Promouvoir les partenariats et la participation publique

À l'heure actuelle, tous les acteurs de RRC reconnaissent que l'approche multisectorielle par des acteurs multiples à des niveaux multiples est un prérequis pour réduire les risques de catastrophe, mais leurs points de vue diffèrent sur comment les diverses parties prenantes devraient participer et sur quels sont leurs rôles et responsabilités. Le CAH (2005-2015) suppose une interaction efficace entre les gouvernements, les collectivités et les acteurs de la société civile, où le gouvernement façonne les politiques et les cadres institutionnels, tandis que les acteurs de la société civile jouent un rôle complémentaire de soutien aux collectivités vulnérables. Cependant, cette approche ne parvient pas à lutter contre le déséquilibre des pouvoirs qui domine dans la société et dans la participation et la représentation de la population de base, dans la formulation des politiques publiques. VdF 2013 a montré que le renforcement de la résilience communautaire est un processus de changement dynamique passant par l'apprentissage par l'action qui ne peut être imposé par des directives du haut vers le bas, où la capacité est renforcée par le fait d'apprendre en agissant, associé à une capacité à travailler en collaboration avec des groupes différents.

Le cadre de réduction des risques de catastrophe post-2015 devrait s'intéresser à ces préoccupations en créant un espace de dialogue permettant l'autonomisation de la participation active des diverses parties prenantes, afin de travailler en collaboration à la recherche de solutions conjointes à un problème commun. Les espaces de dialogue en matière de réduction des risques de catastrophe fonctionneront quand la représentation des acteurs de RRC et la capacité pour une participation véritable seront améliorées, et quand il existera des mécanismes transparents pour une prise de décision, une formulation des politiques et un développement institutionnel locaux et reposant sur des preuves, allant de l'échelon local à l'échelon national. Dans les environnements où les ressources sont limitées, les partenariats et la participation



PLAIDOYER EN FAVEUR D'UN CADRE PROACTIF ET INCLUSIF DE RRC AUX PHILIPPINES

Les Philippines sont situées au centre d'une ceinture tectonique, volcanique et sujette aux typhons, alors que la vulnérabilité de la population face aux catastrophes est exacerbée par une grande pauvreté enracinée dans l'histoire politique et socioéconomique du pays. Dans les années 1980 et 1990, des catastrophes majeures ont entraîné des protestations croissantes de la part des populations affectées privées de soutien gouvernemental. Ces populations ont formé des alliances avec des groupes de la société civile pour faire pression en faveur de politiques de RRC proactives, inclusives et structurelles aux échelons local et national. Les relations entre l'État et la société civile étaient antagonistes, mais elles ont évolué jusqu'à ce que le gouvernement reconnaisse la légitimité des protestations de la société civile et le besoin d'un dialogue de RRC.

Plusieurs interventions ont ensuite débouché sur une nouvelle loi, votée au Parlement. La déclaration du CAH en 2005, la présence de défenseurs de la RRC au gouvernement, la consolidation d'un réseau informel d'organisations communautaires, d'ONG et de groupes de la société civile pour former le Réseau philippin de réduction des risques de catastrophe (DRRNetPhil) en 2008 et le dialogue autour des politiques de RRC qui a fait participer les représentants communautaires de base ont ensemble enclenché la dynamique favorable à l'introduction, en 2010, de la « Loi philippine de gestion et de réduction des risques de catastrophe ».

La loi prescrit un cadre proactif de RRC qui est plus réactif aux besoins de la population locale. Les Conseils locaux de développement ont maintenant la possibilité d'allouer 5% de leur budget aux activités de RRC, ce qui permet une certaine flexibilité et indépendance vis-à-vis du gouvernement national. La société civile continuera, dans un esprit de partenariat, à tenir les autorités pour responsables de leurs décisions.

Suite au verso

Suite de la page précédente

publique sont décisifs pour optimiser les ressources locales disponibles, négocier l'accès aux ressources disponibles au niveau national et soutenir un impact à plus long terme.

Le chemin suivi par une population soucieuse de renforcer la résilience aux Philippines montre la puissance des partenariats :

IDÉES PRATIQUES :

- Veiller à définir clairement, pour tous les groupes sociaux, les moyens de participer aux prises de décision, planification et mise en œuvre en matière de gestion des risques de catastrophe
- Promouvoir et renforcer les partenariats et les alliances entre parties prenantes multiples qui s'établissent entre les secteurs et les disciplines à tous les échelons afin de renforcer la résilience communautaire
- Ouvrir l'espace politique et renforcer les capacités des organisations et réseaux de la société civile pour qu'ils participent à la formulation, la planification, la mise en œuvre et le suivi des politiques et stratégies, en facilitant le partage de connaissances et les processus locaux de changement
- Traduire les politiques et règlements nationaux de RRC en règlements locaux adaptés au contexte et reposant sur des preuves, grâce à des mécanismes inclusifs pour la mise en œuvre des politiques publiques et du développement institutionnel
- Renforcer les partenariats entre les secteurs public et privé afin de contribuer à la résilience communautaire



APPRENDRE PAR L'ACTION

Au Cambodge, une collectivité locale montre la puissance de la prise de contrôle de sa situation personnelle et du renforcement de la résilience

À Samaka, située à 50km de Battambang, ville provinciale du Cambodge, le projet de micro-assurance communautaire permet à la population de cette zone rurale, qui est vulnérable aux inondations et aux sécheresses, de fournir des filets de sécurité sociale et de renforcer les moyens de subsistance. Une ONG locale (Membre du RMRC, « Save the Earth Cambodia ») a introduit le concept de micro-assurance, l'a partagé avec la communauté et l'a aidée à le développer de 2007 à 2009. Aucun financement n'a été apporté et le projet ne dépend que des ressources locales. En 2012, la communauté avait accumulé un fonds de plus de 7 500 dollars américains à partir des petites contributions des membres de la communauté, et distribuait des fonds aux membres de la communauté pour l'agriculture locale, des projets d'entreprise et des paiements de micro-assurance. La cohésion sociale et l'auto-organisation ont été la clé du succès de ce programme. Les habitants avaient développé ensemble une structure et des règles pour s'organiser. Ils avaient dû trouver comment les fonds seraient réunis par les contributions individuelles, comment ils seraient attribués aux personnes qui les demanderaient, comment leur utilisation serait suivie, quelles règles seraient acceptées par la communauté et, le cas échéant, quelles sanctions seraient appliquées. Ils avaient mis au point une structure de gouvernance locale. Pour ceux qui ont été impliqués dans cette aventure, les avantages ont été un revenu constant et croissant qui les aide à se protéger contre les chocs causés par les inondations et la sécheresse.

Le chef de la commune, le fonctionnaire local, est un participant et un supporteur actif. L'intérêt porté au projet a amené d'autres communes à adopter cette approche et provoqué l'intérêt des couches supérieures du gouvernement. L'autogestion, l'apprentissage par l'action, la confiance, les structures, règles, suivi et sanctions adoptés, ont été les pierres de construction de la résilience à Samaka et dans les autres villages entraînés dans son sillage.

« La résilience communautaire est la pierre angulaire et le fondement de la résilience nationale. »

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS POUR UN CADRE DE RRC POST-2015

RECOMMANDATION 1

RECONNAÎTRE L'IMPACT DES CATASTROPHES ORDINAIRES SUR LA VIE, LES MOYENS DE SUBSISTANCE ET LES BIENS

- Introduire un fort centrage sur les « catastrophes ordinaires » récurrentes de petite échelle et de tout genre (p.ex. naturelles et causées par l'homme, comme les conflits)
- Adopter un cadre holistique de RRC qui reflète la nature multidimensionnelle et interdépendante des risques ayant des conséquences sur la vie et les moyens de subsistance des populations vulnérables
- Renforcer les bases de données nationales, en y introduisant la possibilité d'enregistrer systématiquement les catastrophes récurrentes de petite échelle dans les pays à revenus faibles

RECOMMANDATION 2

DONNER LA PRIORITÉ AUX POPULATIONS LES PLUS PAUVRES, VULNÉRABLES ET MARGINALISÉES

- Concevoir des stratégies politiques de RRC qui reflètent les vulnérabilités différentielles entre les différents pays et groupes sociaux, et qui soient adéquates pour les groupes sociaux les plus marginalisés et exclus (p.ex. femmes, enfants, jeunes, personnes déplacées et personnes ayant un handicap)
- Ventiler les informations concernant les catastrophes selon le statut économique et social afin d'obtenir l'image réelle des réalités locales
- Reconnaître, dans la gouvernance locale des risques, le rôle actif et les contributions en matière de connaissance des populations les plus menacés et marginalisées

RECOMMANDATION 3

LUTTER CONTRE LES CAUSES PROFONDES DE LA VULNÉRABILITÉ AUX CATASTROPHES

- Renforcer la gouvernance locale des risques et soutenir les processus efficaces de changement social afin de lutter contre les inégalités structurelles et les déséquilibres de pouvoir, entre les groupes sociaux, économiques et démographiques, qui alimentent la vulnérabilité différentielle
- Forger des liens stratégiques avec les autres cadres de développement post-2015, comme les ODD, les OMD, le changement climatique, l'éradication de la pauvreté et la transformation des conflits, afin de parvenir à une plus grande cohérence politique
- Promouvoir des cadres de développement durable, reposant sur la résilience, qui facilitent les programmes intégrés et soutiennent les politiques qui équilibrent les besoins humains et la gestion de l'environnement pour veiller à la durabilité intergénérationnelle

**RÉSULTAT :
DES COLLECTIVITÉS
RÉSILIENTES FACE À TOUS
LES ALÉAS**

RECOMMANDATION 4

MOBILISER L'ENGAGEMENT POLITIQUE EN SE CONCENTRANT SUR LES DROITS, LES RESPONSABILITÉS ET LA REDDITION DE COMPTES

- Relier explicitement la protection de la vie, des moyens de subsistance et des biens de la population aux dispositions juridiques internationales et internes applicables, y compris les droits humains, la législation environnementale, les lois traditionnelles et coutumières
- Appliquer une approche reposant sur les droits qui transforme les normes de droits humains et les droits procéduraux en actions, et place au centre du cadre la relation entre la population en tant que détentrice de droits et les gouvernements en tant que principaux porteurs des obligations

- Fixer, pour la performance, des normes, cibles, valeurs de référence et indicateurs associés, qui soient adéquats pour mesurer les progrès des réalisations institutionnelles de RRC, à tous les échelons
- Instituer, à tous les échelons, des mécanismes transparents de suivi et d'audit pour mesurer les progrès pour ce qui est d'atteindre les normes et objectifs, et de faire le bilan de ces progrès de façon impartiale
- Instituer des procédures de plaintes et doléances accessibles au public en général pour recours et réparation
- Mettre en œuvre des systèmes publics d'information et de communication pour améliorer l'accès public aux informations de gestion des risques de catastrophe

RECOMMANDATION 5

PROMOUVOIR LES PARTENARIATS ET LA PARTICIPATION PUBLIQUE

- Veiller à définir clairement, pour tous les groupes sociaux, les moyens de participer aux prises de décision, planification et mise en œuvre en matière de gestion des risques de catastrophe
- Promouvoir et renforcer les partenariats et les alliances entre parties prenantes multiples qui s'établissent entre les secteurs et les disciplines à tous les échelons afin de renforcer la résilience communautaire
- Ouvrir l'espace politique et renforcer les capacités des organisations et réseaux de la société civile pour qu'ils participent à la formulation, la planification, la mise en œuvre et le suivi des politiques et stratégies, en facilitant le partage de connaissances et les processus locaux de changement
- Traduire les politiques et règlements nationaux de RRC en règlements locaux adaptés au contexte et reposant sur des preuves, grâce à des mécanismes inclusifs pour la mise en œuvre des politiques publiques et du développement institutionnel
- Renforcer les partenariats entre les secteurs public et privé afin de contribuer à la résilience communautaire



Réseau mondial
d'organisations de la société civile
pour la réduction des catastrophes



ORGANISATIONS PARTICIPANTES

450 ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ONT APPORTÉ EN 2013 LEUR CONTRIBUTION À LA RECHERCHE VdF, PAR DES ENQUÊTES ET UN PROGRAMME DE CONSULTATIONS À TOUS LES ÉCHELONS : NATIONAL, RÉGIONAL ET INTERNATIONAL.

(ORGANISATIONS DE COORDINATION NATIONALE EN CARACTÈRES GRAS)

Antilles

République dominicaine República Dominicana del Servicio Social de Iglesias Dominicanas, Inc. (SSID) HABITAT PARA LA HUMANIDAD REP. DOM.; FUNDACION CONTRA EL HAMBRE REP. DOM.; UNIDAD DE RESCATE NACIONAL NAGUA; UNIDAD DE RESCATE NACIONAL SAN JUAN DE LA MAGUANA; BARAHONA REP. DOM.; PRONATURA REP. DOM.

Haiti Action Secours Ambulance (A.S.A) APCE, ASA, BIDWAY, FHED INC., FONBEL, KONKONM

Amérique centrale

Salvador FUNSALPRODESE OIKOS SOLIDARIDAD, UNES, REDES, FUMA, PROCOMES, MADRE CRIA, FUNSALPRODESE, PROVIDA, FUNDASAP, CODITOS, SINODO LUTERANO, CRUZ VERDE

Guatemala COCIGER ACCSS Asede, URL, ESFRA, Asede, ASDENA, ISMUGUA, ASDENA, ACCSS, ISMUGUA

Honduras Cruz Verde de Honduras

Asociación Alternativa para el Desarrollo Integral y Solidario de Intibuca; ASONOG; Cruz Verde Hondureña; Fundación Ayuda en Acción; Fundación Ayuda en Acción; Mesa Nacional de Incidencia para la Gestión de Riesgo Region - Cortes; Mesa Nacional de Incidencia para la Gestión de Riesgo Region - El Paraiso; Mesa Nacional de Incidencia para la Gestión de Riesgo Region - Occidente; Mesa Nacional de Incidencia para la Gestión de Riesgo Region - Sur; Mesa Nacional de Incidencia para la Gestión de Riesgo Region - Yoro; Observatorio de Derechos Humanos; Red Comal; Sur en Acción

Nicaragua Universidad Evangelica

Nicaragüense y Asociación de Organismos NO Gubernamentales Universidad Evangélica Nicaragüense, Martin Luther King; Centro Interescolar de Estudios Teológicos y Sociales (CIEETS); Movimiento Comunal Matagalpa (MCN); Centro de Información Servicios de Asesoría para la Salud (CISAS); Federación Nacional de Cooperativas Agropecuarias y Agroindustriales; Centro Alexander Von Humbolt

Asie centrale

Kirghizstan ACTED Kyrgyzstan Sunrise (public foundation), Kyzyl Kia City, Batken Oblast; DCCA (Development and Cooperation in Central Asia (Public Foundation), Osh; Barbour School, Bishkent Ayil Okmatu (AO), Lelik Rayon, Batken Oblat; National Society of the Red Crescent; Osh; Shola-Kol, Tonksi Rayon, Issyk-Kul Oblast; Kyrgyz Russian Slavic University, Bishkek

Afrique de l'Est

Burundi Disaster Reduction Youth Strategy (YSRD) Centre UMWIZERO, CONCEDI, RBU 2000+, APED, ADEC, FORWARDER

Kenya AFOSC Kenya Kibera Slums Education Program; Western Social Forum; Kenya Social

Forum; COPAD; PACIDA; Merti integrated development program

Tanzanie Environmental Protection and Management Services EPMS; Gallilaya Development Association; Kunduchi Sustainable Environmental Development; Mwiwata-Kilosa, Morogoro; Mwiwata-Mkuranga, Pwani

Ouganda DENIVA Bugisu Civil Society Network; Kabale Civil Society Forum; Kabarole Research Centre; Katakwi District Development Actors Network; Makerere Women Development Association; Pader NGO Forum

MOAN

Égypte Arab Network for Environment and Development- RAED Al Thanaa for Development and Environment, SHABAAT MOSLEMAT, Lialy Nafee Mersal, ENVIRONMENTAL UNION FEDERATION, TOGETHER ASSOCIATION

Jordanie Land and Human to Advocate

Progress (LHAP) AFAQ; BAYTANA; HERITAGE SOCIETY; LHAP; NAIFEH; RIGHT CENTER FOR DEVELOPMENT

Pacifique

Kiribati Foundation for the Peoples of the South Pacific BONRIKI; CARITAS; EITA; FSPK; KGCC; KOROBU; KPC; SDA KOROBU; SDA YOUTH; TEKAIBANGAKI; TETOAMATOA

Îles Salomon Solomon Islands Development

Trust (SIDT) Red Cross; Live and Learn; World Vision; People With Disability Solomon Islands; APHIDA; IULUKIM Sustainability Solomon Islands

Tonga Tonga Community Development Trust

(TCDT) Tonga Red Cross Society; Tonga National Youth Congress; MORDI Tonga Trust; Civil Society Forum of Tonga; Women and Children Centre; Tonga Council of Churches; 'Ofa, Tui mo Amanaki

Tuvalu Tuvalu Association of NGOs FAA;

TNCW; TNYC; TRC; TuFHA

Vanuatu Vanuatu Christian Council (VCC)

Presbyterian Church; Catholic Church; Anglican Church; Church of Christ; Seventh Day Adventist; Assemblies of God

Amérique du Sud

Bolivia Soluciones Prácticas Bolivia PRACTICAL ACTION, ISALP, INCCA, MMCC, SAMARITAN'S PURSE, FUNDACION KENNETH LEE

Chili ACHNU/ EMAH ACHNU; Caritas Chile; CRUZ ROJA; Cruz Roja Chilena; EMAH Chile

Colombie PIRAGUA Municipality of Angelopolis, Municipality of Belmira, Municipality of Briceño, Municipality of Entrerrios, Municipality of Fredonia, Municipality of la Pintada, Municipality of Medellín, Municipality of Montebello, Municipality of Sabanalarga, Municipality of San Pedro de los Milagros, Municipality of Venecia

Équateur Plan International ADRA; Colegio 24 de Mayo; Colegio Miguel Iturralde; Consejo Cantonal de la niñez y adolescencia; CRIC; Cruz Roja Ecuatoriana; ECHO; ECOTEC; Escuela Baba; Escuela Carlos Alberto Aguirre; Escuela Gonzalo Pizarro; Escuela Oscar Reyes; Fuerzas Armadas; Gobierno Autónomo de Ventanas; Gobierno Autónomo Descentralizado Parroquial de La Esmeralda; Gobierno Parroquial Chacarita; Guineao de Adentro; Instituto Jose Marti; ISTORE; Ministerio de Educación; Ministerio de Inclusión Económica y Social; Ministerio de Turismo; Movimiento de niños, niñas y adolescentes de Gualaceo; Municipio de Quito NA; Pensionado Roosvelt; PNUD; Recinto Cimarrón; Redhuma OCHA; Sonivision; Terranueva; UNESCO; Unidad Provincial de Gestión de Riesgos del Azuay

Pérou Paz y Esperanza Groots Care; GRIDE Ica;

GRIDE Cajamarca; Paz y Esperanza

Uruguay Amigos del Viento AdelV; AP; CC; CECOEDMALDONADO; CLEONES; COPAU; DEMAVAL

Venezuela CESAP CAJ; CESAP; CONCENTRO; PARAGÜERO; PORTACHUELO; UNIANDES; ZULIA

Asie du Sud

Afghanistan Church World Service - Pakistan/ Afghanistan FOCUS, Helvetas, GRSP, ARCS, ADA, CCA, CoAR, CWS-P/A

Bangladesh Centre for Participatory Research and Development (CPRD) AKK, AVAS, CMB, CPRD, JFK, LEDARS, NCCB, PBK, PDAP, SDS, SHUSHILAN, SKS, YPSA

Inde AADRR (Alliance for Adaptation & Disaster Risk Reduction)

ANCHAL; CARITAS, CHAMOLI, GEAG, HIMACHAL, KALVI, LEAF, OSVSWA, SBMA, SEEDS, UDAYMA, UNIVMAD, URMUL, WBVHA

Népal NSET DMC ALAPOT; DMC VOLUNTEAR

THECHO; DMC-12 LALITPUR; DPNET MAKAWANPUR; DPNET NEPAL; MERCY CORPS KAILAI; PRACTICAL ACTION BANKE/BARDIYA; PRACTICAL ACTION BARDIYA; PRAMOD SEN OLI - VOLUNTEER; RAP BHOJIPUR; RAP KHOTANG; RAP SANKHUWASABHA; RASHMILA BHATTARAI/ VOLUNTEER; RED CROSS RASUWA; SOCOD LAMJUNG

Pakistan Pattan Development Organisation

South Punjab: Flood prone communities in the districts of Layya, Multan, Muzaffargarh, DG Khan and Rajanpur. Northern Sindh: Flood prone communities in the districts of Kashmir and Shikarpur.

Sri Lanka Janathakshan Women's Development

Center, Federation of Sri Lanka Local Government Authorities (FSLGA), Development with Disabled Network, Arena for Development Facilitators, Rural Centre for Development, Sri Lanka Red Cross Society

Caucase méridional

Arménie REC Caucasus Rights Information Center, Dilnetservice, Environmental survival, Bee-Keepers of Lori, Kanach Mololak

Géorgie REC Caucasus Black Sea Ecoacademy, Georgia Society of Nature Friends, Abkhaz Interconti, Center of Svanetian Youth name after Guram Tikanadze, Red Cross

Asie du Sud-est

Cambodge Save the Earth Cambodia ANAKOT KUMAR, Caritas Cambodia, EPDO, Kampongthom, Muslim Aid Cambodia, Ponleu Kumar, Save the Earth, SORF, Concern Worldwide,

Indonésie Yakkum Emergency Unit BAKTI MULYO; DAERAH ISTIMEWA YOGYAKARTA; JARI; KARITOK-KARINA; KMSB; LINGKAR; PRY; YEYU

Malaisie Mercy Malaysia

SABAH: TERENGGANU; PERLIS; KELANTAN; JOHOR

Myanmar (Birmanie) CWS/ YAKKUM

Seeds Asia, Plan International, Myanmar, YMCA, Lutheran World Federation, Myanmar, Ar Yone Oo, Sopyay Myanmar Development Organization, Compass Community development, Lantheit Foundation, Gold Myanmar, Action for Green Earth + RCA, Golden Eagle Action for Rural Development, Community Development Association, Myanmar Enhancement to Empower Tribals

Philippines Centre for Disaster Preparedness

UP Visayas; ALSI; DAMPA, Brgy. Banaba, KAIBIGAN, BOSA, Integrated Resource Development for Indigenous People, Inetegrated Resource Development for Indigenous People, Ecosystems Work for Essential Benefits Inc., Pakigdao Inc., Christ Faith Fellowship, Suara Kallintang Association Inc., Sorsogon Calamity Victims Association, PDRRMO, Grace Communion International Worldwide Church of God, PRRM, TSPI, LGU, Mindanao Peoples Caucus, Tri-People Organization Against Disasters, Ranaw Disaster Response and Rehabilitation Assistance Center, Philippine Rural reconstruction Movement (PRRM)

Vietnam DWF Care; DWF; HHFV; Malteser; Plan; SC; VNRC

Afrique australe

Lesotho Environmental Care Lesotho ASSOCIATION BEREJA; LERIBE; MAFETENG; MASERU; THABA-TSEKA

Madagascar Care Madagascar CARE, Medair, SAFF/JKMM

Malawi Sustainable Rural Growth and Development Initiative (SRGDI) waiting

Mozambique Christian Council of Mozambique Associação Tilunguaise; CCM; CEDES; Chokwe; Matutuine; Plataforma de Jangamo; Plataforma de Matutuine

Namibie University of Namibia UNAM

Afrique du Sud African Centre for Disaster Studies ACDS, CISE, RSS

Swaziland Associated Christians International ACMI, Christian International, WC

Zambie Mulungushi University

Care International- Zambia; Caritas- Zambia; Mulungushi University; Wildlife and Environmental Conservation Society of Zambia; World Vision-Zambia

Zimbabwe Action 24 Action 24; Practical Action; Development Reality Institute; Swedish Cooperative Centre; Youth Agenda; Zero Regional Environment Organisation

Afrique de l'Ouest

Bénin WANEP ALHERI ONG, ASSOCIATION FEMME ET VIE, BC ONG, DHPD, ESPACE ET VIE, GAB ONG

Burkina Faso Réseau MARP SOS/Santé

et Développement, GONATI, Groupement Teend-Beogo, Alliance Technique d'Appui au Développement, OCADES/Nouna, Association Aide au Yatenga (AAY), SEMUS, Association Développement Solidaire, Réseau MARP-Burkina, DIOBASS

Cameroun Geo-technology, Environmental

Assessment and Disaster Risk Reduction (GEADIRR-CIG) Vital Actions for Sustainable

Environment CEDERES, ENCSO, ENVIRONMENT FOR LIFE, GEADIRR, GEMDA, LIDEE, SAVANE VERTE

Côte d'Ivoire JVE Côte d'Ivoire AJELEEC, ASCCI, JVE-CÔTE D'IVOIRE SECTEUR D'ABIDJAN, LAC ET DEVELOPPEMENT, NOTRE GRENIER, TOUBA CARE

Gambie Children and Community Initiative

for Development (CAID) CAID Regional Focal Point LRR -Jarra Sama- Lower River Region; CAID Regional Focal Point URR - Basse- Upper River Region; CAID Regional Focal Point NBR - Kerewan- North Bank Region; CAID Regional Focal Point CRR - Jang Jang Bureh- Central River Region; CAID Regional Focal Point WCR - Brikama- West Coast Region; CAID Regional Focal Point KMC - Serre Kunda- Kanifing Municipality; CAID Regional Focal Point BCC - Banjul- Banjul City

Mali AFAD AFAD; COLLECTIVITE BADIANGARA; COLLECTIVITE DILLY; COLLECTIVITE GUENEIBE; COLLECTIVITE NARA; COLLECTIVITE NIAMANA; COLLECTIVITE TOMBOUCOU; SUSTAINABLE RURAL GROWTH AND DEVELOPMENT INITIATIVE

Niger RUNC/AYICC-NIGER Réseau d'Appui au Développement Local ADL; PRODAC; Association de Développement de Quartier ADO; Femme Action et Développement F.A.D; Mouvement Citoyen pour la Promotion de Citoyenneté Responsable MCPPR; Agrir pour Etre Niger AIE

Nigeria African Youth Movement

The African Youth Movement (AYM), Akwa Ibom State; National Environmental Watch Services, Calabar, Cross River State; Movement for the Actualization of HYRAPEC, Jos, Plateau State; Nigeria Water Partnership, Lagos State; Local Action Initiative, Lagos; Pan African Vision on the Environment, Lagos; ItoMbonuso Youth Multipurpose

Cooperative Society, Sokoto State Chapter; Girl Child Network, Abuja State; Nigeria Greens Movement, Minna, Niger State; Unemployed Nigerians Youth Support Group, Apo, Durumi District, FCT; National Association of Forestry Students, University of Nigeria, Nsukka, Enugu State; Urthor Group, Ikot Ekpenne, Akwa Ibom State; Global Relief & Dev Mission, Jos; Enene Akonjom Foundation, Nasarawa State; National Environmental Structure, Edo, Mirage Group, Borno; Enene Akonjom Foundation, Nasarawa State; Nigerian Greens Movement, Niger State; Akpure Odion, Benue State; Pauline Patrick Aziza- Zazunne, Adamawa State; African Youth Movement, Kaduna State

Sénégal Shalom International

AMICALE DE JEUNES; ASSOCIATION VIE; COMPASSION SANS FRONTIERES; FEMMES POUR L'ENVIRONNEMENT; JEUNESS EN ACTION; SHALOM INTERNATIONAL

Vues du front porte, au cœur du débat, la voix de ceux qui sont sur le front, ceux dont la vie et les moyens de subsistance sont affectés par les catastrophes ; ce programme repère les principales étapes nécessaire pour réaliser de réels progrès. L'équipe de VdF, composée de 450 organisations réparties dans le monde entier, exprime sa gratitude aux 21 455 personnes qui ont participé à l'enquête directe 2013 et à tous ceux qui ont soutenu le programme par une aide financière ou autre.

www.globalnetwork-dr.org



Réseau mondial d'organisations de la société civile pour la réduction des catastrophes